NON A LA LOI SUR LA TRANSFORMATION DE LA FONCTION PUBLIQUE

Les annonces faites par le gouvernement (application de la loi sur la transformation, réforme des 1607 h et suppression de congés, projet de loi 4D) n'ont de cesse de susciter la colère et l'indignation des agents de la fonction publique.

Nos revendications sont claires :

- Abrogation de la loi sur la transformation de la fonction publique et des décrets et lois qui en découlent.
- NON à sa privatisation.
- Dans les établissements de santé, réouvertures des lits et services avec le recrutement d'agents pour répondre aux réels besoins de la population et non à un budget contraint.
- Annulation des dettes des hôpitaux : nous refusons que cela serve de prétexte à la mise en place à marche forcée de la réforme des retraites.
- NON à la réforme des retraites par points.
- Plan Ségur : 183 € pour tous les agents des fonctions publiques.

La pandémie a démontré à quel point nos services publics sont l'élément essentiel de l'égalité républicaine, de la prise en charge des jeunes de la PMI à la crèche en passant par les écoles, les centres de loisirs. Nos services publics sont l'élément essentiel de l'accès aux soins, à la culture mais aussi à l'hygiène, à l'entretien et à la sécurité des équipements….Mais pour le gouvernement, il y a trop de fonctionnaires, trop de congés, trop de prises en charge, trop de statuts, trop d'équipements publics.

Nous ne laisserons pas faire !!!!!!!

Le Groupement Départemental FO des Services Publics et des Services de Santé appelle à se rassembler le mardi 23 mars à 17 h devant la préfecture. Montrons au gouvernement notre colère et notre détermination à revendiquer l'abrogation de la loi sur la transformation de la fonction publique.